

Le *Citizen* reprend la même déclaration du ministre, de sorte que je n'ai pas besoin de la répéter.

Voici ce dont on nous accuse ce soir. Tout d'abord, on prétend que nous avons proposé que le gouvernement, par l'entremise du premier ministre, du solliciteur général, du procureur général ou de tout autre ministre soucieux de la sécurité, veille au jour le jour à ce que le corps policier s'acquitte bien de ses différents devoirs et remplisse bien ses différentes fonctions. Nulle part dans les pages du *hansard*, dans les médias ni dans la presse, en général, a-t-on pu trouver le moindre motif à l'appui d'une telle accusation.

Je demande au ministre de la Justice de se lever et de nous montrer dans le *hansard* ou les débats parlementaires où sont consignées nos propositions tendant à surveiller les moindres détails des opérations policières. Au contraire, nous avons dit, comme mon chef l'a signalé avec éloquence cet après-midi, qu'il incombe au premier ministre et à deux ministres que j'ai mentionnés de s'occuper de la sécurité. Nous disons que s'il faut en croire les ministres, ils n'ont aucune responsabilité, ce que je ne puis accepter. Ils n'ont jamais assumé leurs responsabilités. Il ne s'agit pas d'un travail quotidien. Ils ne se sont pas acquittés de leur tâche de semaine en semaine, de mois en mois ni d'année en année depuis huit ans. Ils se sont complètement déchargés de toute responsabilité.

Une voix: Allez-y!

M. Woolliams: Nous ne devrions pas parler ce soir de responsabilité ministérielle, mais plutôt d'irresponsabilité ministérielle et de culpabilité à l'égard de cette question. C'est un grave problème, puisque les questions de sécurité mettent en jeu l'unité nationale ce soir. Il faut se rendre compte que le Canada est dirigé par des hommes et des femmes qui n'ont pas demandé de comptes aux services de sécurité et ont négligé leur devoir à cet égard.

Une voix: C'est sérieux.

M. Woolliams: Je soutiens donc que le parti progressiste conservateur n'a jamais dit nulle part que le gouvernement devait nécessairement surveiller les activités de la GRC. Cette accusation ne repose sur rien.

Je passe maintenant à la deuxième accusation dont je n'ai pas à m'excuser. Il s'agit d'une habile diversion. Je dirais que c'est un complot de la part du premier ministre et des préposés à la sécurité au Canada pour brouiller les pistes et se laver de toute responsabilité. Ils se sont dit qu'on allait les interroger, qu'ils camoufleraient les faits et qu'ils refuseraient de répondre aux questions. Le complot ourdi par le gouvernement consiste à dire que le parti progressiste conservateur critique et dégrade la meilleure force policière au monde, la GRC.

M. Harquail: C'est ce que vous faites depuis deux semaines.

M. Woolliams: Je n'ai pas l'intention de répondre à mon honorable ami dont je tairai le nom de la circonscription, car je ne voudrais pas qu'il en soit embarrassé une fois rentré chez lui. Il l'est suffisamment à cause des politiques du gouvernement actuel.

Sécurité

M. Harquail: Vous ne m'embarrasserez pas. Vous pouvez y aller.

M. Woolliams: Je le répète, nulle part verrez-vous que nous avons adressé des critiques à l'endroit des agents de police. Nous affirmons que la responsabilité devrait en avoir incombé au premier ministre et à son cabinet. De sorte que lorsque le ministre de la Justice nous accuse à deux reprises d'avoir dit que le gouvernement devrait surveiller les activités quotidiennes de la police, il avance quelque chose de tout à fait absurde et faux. Lorsqu'il a lancé cette accusation à Vancouver, il nous a dit qu'il y avait eu 400 ou 500 libéraux de Colombie-Britannique qui s'étaient levés pour applaudir. Je comprends pourquoi il a reçu une tarte à la citrouille en pleine figure. C'est dommage qu'elles n'aient pas des graines dures comme des cailloux.

● (2032)

Mme Campagnolo: Incroyable!

M. Woolliams: J'entends parler Madame le ministre. Veut-elle faire un discours? Le ministre de la Justice, par les fonctions qu'il détient et suivant les traditions du Parlement, nos procédures légales et nos principes démocratiques, a toujours été associé aux Lapointe, Fulton et autres, qui se tenaient au-dessus de toute politique, sachant qu'ils étaient chargés d'administrer la justice au Canada et de s'assurer que la loi était appliquée équitablement à chacun. Ils étaient là pour s'assurer que prime la règle du droit et non celle des personnes en place.

Mais je le dis ici sans hésitation, les accusations du ministre de la Justice sont sans pareilles dans toute l'histoire du Parlement canadien. C'est de la bassesse et un manque complet de scrupule, et dans la bouche d'un ministre de la Justice qui est censé se tenir au-dessus des mêlées politiques, c'est encore plus répréhensible.

Une attaque de ce genre ne m'étonnerait guère, venant de l'ancien solliciteur général, le ministre de la Consommation et des Corporations actuel (M. Allmand). En tant que chef du caucus de la justice de mon parti, j'estime indigne du procureur général du Canada de lancer une attaque politique comme celle-là, en se basant sur des faits qui ne sont pas exacts.

Des voix: Bravo!

M. Woolliams: Passons à l'analyse de cette attaque, en ce qui concerne la police. Comme le très honorable député de Prince-Albert (M. Diefenbaker), je me suis levé à maintes reprises pour défendre les citoyens du pays, devant les éléments de preuves donnés par les officiers de police de cette grande force, la GRC. Notre travail est de faire des contre-interrogatoires, dans les affaires de meurtre et autres crimes graves. Pendant toutes ces années, j'ai toujours trouvé que la police était honnête et sincère. Peut-être 1 ou 2 p. 100 de ces officiers sont amenés à s'occuper de questions de sécurité.